

LES CHIFFRES DU MOIS



D'après OnuSida **210 000** personnes
étaient atteintes du **VIH** en Birmanie en 2014.
Parmi celles-ci, 11 000 enfants.
L'agence des Nations unies a enregistré 10 000 décès
dus au VIH pour la même année et les chiffres
ne s'améliorent pas.

Actuellement, au moins **70%** des Rohingyas
n'auraient pas accès à l'eau potable ni aux services
d'assainissement. À Maungdaw (État d'Arakan) il y'aurait

1 médecin pour 160 000
personnes alors que l'Organisation Mondiale pour la Santé
en recommande 1 pour 5 000 personnes.



Les autorités birmanes vont recruter
40.000 citoyens ordinaires
pour former une "police électorale", à quelques
semaines d'élections législatives historiques qui doivent
se tenir en novembre. L'opposition s'inquiète du rôle
exact que vont devoir jouer ces nouvelles recrues.

LES ÉVÉNEMENTS CLEFS DU MOIS



La Birmanie vient en troisième place des pires lieux au monde concernant la déforestation, juste après l'Indonésie et le Brésil, selon l'évaluation des ressources forestières mondiales 2015 de l'organisation pour l'alimentation et l'agriculture des Nations unies (FAO). Depuis 2010, la Birmanie a perdu en moyenne plus de 546 000 hectares de forêt par an. Cette perte annuelle équivaut à la surface de Brunei, et ces cinq dernières années à celle de la Guinée Equatorienne. Presque 2% de la forêt qui recouvre le pays a été détruite chaque année et 8,5% ces cinq dernières années.

Près de 20 milliards de dollars ont fui illégalement hors de Birmanie entre 1960 et 2013. Selon ce nouveau rapport publié par Global Financial Integrity (GFI) - un centre de recherche américain spécialisé sur les crimes financiers - cela correspond, en moyenne, à une fuite de 6,5% du PIB du pays par an. « *La Birmanie a un problème sérieux avec les flux financiers illicites, lutter contre ceux-ci devrait être une priorité pour le gouvernement qui sera formé après les élections* » a déclaré le Président de GFI. Cet argent aurait pu servir à soutenir le développement du pays, mais il a conduit à l'affaiblissement des ressources domestiques, le développement de l'économie souterraine, l'exacerbation des inégalités et à l'explosion de la corruption et du crime.

La Birmanie épinglée par l'administration pour son « échec manifeste » concernant la lutte internationale antidrogue. Chaque année, le président des Etats-Unis établit une liste des pays considérés comme les « principaux producteurs ou lieux de transit de drogues illicites » et qui « affectent de manière significative les Etats-Unis ». Cette année la Birmanie figure sur cette liste aux côtés du Venezuela et de la Bolivie pour avoir échoué à remplir ses obligations conformément aux conventions et accords internationaux anti-narcotiques pour lutter contre le trafic de drogue.



Le régime birman confirme un accord de cessez-le-feu non inclusif mais précise que celui-ci ne mettra pas fin aux combats. Seulement 7 groupes armés ethniques ont déclaré qu'ils signeraient l'accord de cessez-le-feu national (NCA) avec le gouvernement birman au mois d'octobre. Plus de la moitié des groupes armés invités à signer s'y opposent toujours car le gouvernement birman refuse d'intégrer les armées Kokang, Palaung et Arakanais. Au mois de septembre, le gouvernement a redoublé d'effort pour diviser les groupes armés et les convaincre de signer l'accord individuellement. Les autorités ont confirmé que les affrontements ne prendraient pas fin avec la signature du NCA, mais que l'arrêt des combats viendrait après la mise en place de dispositions suivant la signature du NCA.

Points élections 2015

Le leader du groupe armé ethnique NDA-K (milice du nord est-kachin, pro-gouvernementale) a décidé qu'aucun parti, excepté le sien, n'était en mesure de gouverner la région. Sénateur de la circonscription depuis 2010, il estime que la région est en « *pleine construction de paix et n'est pas prête à transférer le pouvoir* ». Il a ainsi interdit à tous les autres partis politiques de faire campagne pour les élections de novembre. Suite à une plainte du parti principal de l'opposition, la Commission Électorale est toutefois intervenue pour autoriser les autres partis politiques à faire campagne. La question qui se pose est désormais de savoir si le leader du groupe armé permettra la tenue d'élections libres et équitables sur ce territoire qui est son fief personnel depuis longtemps. Le 29 septembre, Human Right Watch a déclaré que l'armée birmane et le NDAK utilisaient les militaires pour intimider les électeurs et empêcher les candidats de faire campagne dans les zones ethniques.



A l'approche des élections, les nationalistes extrémistes officialisent leur soutien au parti au pouvoir (USDP) et s'en prennent au parti de l'opposition (LND). Les leaders de Ma Ba Tha ont distribué des flyers d'invitation aux événements organisés par l'USDP, et ont déclaré que la LND faisait campagne pour obtenir le vote des musulmans et non « *selon l'enseignement bouddhiste* ». Ma Ba Tha - qui continue de mener des campagnes anti musulmans – a organisé un rassemblement pour célébrer le passage des 4 lois « pour la Protection de la Race et de la Religion ». À cette occasion, Wirathu a demandé à la foule de ne pas voter pour « le parti des islamistes », en référence explicite à la NLD.

Les listes électorales finales publiées par la Commission Électorale (UEC) en septembre comportent toujours d'importantes erreurs. Malgré les recours, 250 000 noms sont par exemple toujours absents des listes du quartier de Hlaing Tharyar, à Rangoun, conduisant ses habitants à suspecter la commission électorale locale de fraude. Les électeurs du pays entier se sont également plaints des nombreuses erreurs et de la présence persistante de personnes décédées sur les listes. Les responsables de la LND ont déclaré que ces erreurs pourraient être à l'avantage de l'USDP et a dénoncé le fait que la commission électorale n'étudiait pas toutes les plaintes qui lui sont adressées.

Les campagnes électorales de plusieurs partis politiques font l'objet d'accusations de corruption, d'achat de vote et autres irrégularités. De nombreux incidents ont été rapportés à l'UEC : candidats qui font campagne avant l'ouverture, donations bien au-delà du montant maximal autorisé par la campagne, cadeaux électoraux, achats de vote, violences contre les militants de la LND, destructions des affiches électorales, favoritisme de l'UEC etc.

Au total, 124 candidats ont été disqualifiés des élections de novembre par la Commission Électorale birmane. Plus d'un tiers de ces candidats sont musulmans ou rohingyas et ont été exclus principalement pour des raisons de « citoyenneté ».

100 000 personnes issues de la minorité ethnique des Karens et des Mons ne pourront pas voter aux élections pour « des raisons de sécurité » a annoncé la Commission Électorale. Ces personnes vivent dans les régions ethniques, concernées par les affrontements entre groupes armés ethniques et armée birmane.

LES FOCUS DU MOIS

LES CRONIES : LA CORRUPTION COMME FOND DE COMMERCE

Le mot « Cronies » est tiré de l'expression anglaise « crony capitalism » qui pourrait être traduite comme "capitalisme de connivence". En Birmanie, on parle de cronies lorsqu'on désigne les magnats de la finance ayant entretenu (ou entretenant toujours) des relations de copinage avec les hauts gradés de la junte militaire anciennement au pouvoir. Quelques 20 familles de cronies se sont enrichies dans les années 90, pendant l'ère dictatoriale du Général Than Shwe.

Aujourd'hui, même après la transition démocratique de 2011, la Birmanie est toujours l'un des pays les plus corrompus au monde, à la fois aux niveaux national et local. Le pays est classé 156ème sur 175 pays en matière de corruption, selon le dernier classement de Transparency International de 2014.

En confisquant les terres riches en ressources naturelles et en les réallouant aux cronies via une vague de privatisation en 2010, les militaires se sont assurés des revenus juteux, faisant en même temps les affaires de ces businessmen. De plus, les investisseurs étrangers sont légalement obligés de s'associer avec des entreprises locales pour faire des affaires en Birmanie. Les cronies - souvent leaders sur leur marchés et recommandés par les autorités - se retrouvent donc à travailler en partenariat avec les entreprises occidentales et notamment françaises (Accor, Total). Depuis la transition démocratique, ces cronies tentent de redorer leur blason en fondant des associations caritatives ou en s'affichant ouvertement avec le Prix Nobel de la Paix Aung San Suu Kyi.

Des sanctions économiques imposées sous la dictature par les Etats-Unis - et l'Union Européenne qui les a depuis levées - visent spécifiquement ces magnats de l'économie. Elles avaient pour but de rediriger les investissements vers d'autres franges moins riches de la population, mais les biens de ces cronies sont toujours partout. Lors d'un voyage officiel en 2011, Hillary Clinton, alors Secrétaire d'Etat, a résidé au Thingaha, hôtel de luxe détenu par un crony. L'hôtel est situé à Naypyitaw, capitale elle-même construite par un crony.

LES CRONIES LES PLUS CONNUS

Tay Za : L'un des cronies les plus riches de Birmanie, à la tête de Htoo Group. Sa fortune provient de ventes d'armes, de déforestation. Propriétaire d'Air Bagan, 1ère compagnie aérienne du pays et de multiples complexes hôteliers.

Zaw Zaw : A la tête d'un empire, Zaw Zaw a fait fortune grâce à l'exploitation de mines. Il contrôle Max Myanmar, un conglomérat qui travaille désormais avec l'entreprise française Accor sur des projets hôteliers massifs. A obtenu des contrats juteux pour construire un stade à Naypyitaw.

Steven Law : A repris Asian World, compagnie fondée par son père, ancien baron de la drogue. Grâce à ses relations, il a participé à la construction de Naypyitaw. Selon un câble américain révélé par Wikileaks, ses intérêts dans ce pays représentaient en 2007 plus de 500 millions de dollars



POURQUOI LES ÉLECTIONS NE SERONT NI LIBRES NI ÉQUITABLES ?



Le gouvernement birman s'est engagé à organiser des élections libres et équitables et à en respecter l'issue. « Quel que soit le gagnant, je respecterai le résultat, s'ils l'emportent de façon honnête », a déclaré le chef de l'armée birmane. Toutefois, les militaires et l'USDP ont conscience qu'ils ne pourront pas garder la mainmise sur le pays sans corruption ni manœuvres. Malgré ces déclarations et des avancées notables en matière d'organisation et d'observation des élections, tous les signes montrent que les élections de novembre 2015 ne seront ni libres ni équitables.

UN CADRE ÉLECTORAL PEU FAVORABLE...

- Seul 75% des sièges du Parlement seront pourvus au suffrage universel direct car la Constitution attribue obligatoirement 25% des sièges aux militaires.
- Le Parlement birman a rejeté la réforme de la Constitution qui aurait réduit le nombre de sièges réservés aux militaires et qui aurait permis à Aung San Suu Kyi de briguer le poste de Présidente.
- L'organe qui veille au bon déroulement des élections, la Commission Électorale (UEC), manque totalement d'indépendance et favorise le parti au pouvoir. Elle est présidée par Tin Aye, ancien général de l'armée birmane, toujours très proche des membres de l'USDP.
- La population manque d'information. Les premières élections générales n'ont eu lieu qu'en 2010 et on estime à un tiers les personnes ayant déjà voté une fois au moins dans leur vie. Faute de programme mis en place par les autorités birmanes, les organisations de la société civile locales ont pris le relais pour favoriser la compréhension des élections : comment voter, pour qui et pourquoi. Cependant, elles manquaient de compétences techniques, de moyens et de coordination et n'ont pas pu atteindre l'ensemble du pays.
- La mauvaise gestion des listes électorales risque d'exclure une grande partie de la population.
- Corruption et fraudes électorales. Depuis des décennies elles sont monnaies courantes en Birmanie sans qu'aucune mesure ne soient mises en place. Le peuple s'attend donc à des irrégularités électorales importantes en novembre : corruption, trucage, bourrage d'urne, intimidation, manipulation, achat de vote, fraude etc. Un certain nombre d'irrégularités ont déjà été constatées ces derniers mois par la société civile birmane : achats de vote, corruption, conflits d'intérêt et pré-campagne illégale.
- Vote dans les camps de déplacés internes et les installations militaires. Aucune information n'a été donnée par la Commission Électorale sur l'organisation et l'observation des votes dans les camps de déplacés (650 000 personnes à travers le pays). L'observation des « votes à l'avance » - à l'origine de multiples fraudes en 2010 - a été revu et devrait être mieux encadré en 2015. Toutefois la question se pose toujours pour le « vote à l'avance » dans les installations militaires. En effet le personnel militaire représente environ 400 000 personnes en Birmanie et la Commission Électorale manque de transparence sur cette question.
- Dans une circonscription, si la participation est inférieure à 51%, l'élection est annulée

DES MILLIONS D'ÉLECTEURS EXCLUS...

- 850 000 détenteurs de documents d'identité temporaires (essentiellement des minorités musulmanes, mais également des milliers de Kokang, Wa et autre minorités chinoises ou indiennes) se sont vu retirer leur droit de vote en juin 2015. Dans certaines circonscriptions, notamment dans l'État d'Arakan, la majorité de la population ne sera pas représentée.
- 100 000 personnes déplacées dans l'État Kachin à cause des conflits avec l'armée birmane, n'ont toujours pas pu s'inscrire sur les listes électorales et n'ont pas reçu d'information quant aux vérifications des listes et aux modalités de vote.
- 270 000 personnes de l'État Chin ne pourront pas participer en raison des liés aux inondations de l'été dernier.
- Dans l'État Shan, 600 000 personnes des régions contrôlées par l'armée Wa et l'armée Mongla ne pourront pas voter car l'administration électorale birmane n'interviendra pas sur ces territoires. D'autres zones pourraient bientôt être exclues des élections par la Commission Électorale pour « des raisons de sécurité ».
- Sur les 3 à 5 millions de birmans qui vivent à l'étranger seulement 34 697 seront en mesure de voter. Travailleurs migrants, ou populations réfugiées, ils ont souvent fui le régime ou les conditions de vie en Birmanie et sont peu enclins à voter pour l'USDP. Les activistes accusent les autorités d'avoir volontairement peu diffusé d'information sur les démarches à suivre pour s'enregistrer sur les listes et d'avoir rendu celles-ci trop difficiles à réaliser.

Au moins 3 millions de personnes risquent donc d'être exclues du processus électoral en 2015. Sur une population estimée à 52 millions par les autorités qui recensent 32 millions d'électeurs, il s'agit d'une part extrêmement importante qui pourrait impacter la légitimité des élections.

